

(1)

(N° 140)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1904.

**Projet de loi approuvant divers contrats relatifs à des immeubles domaniaux
et autorisant l'aliénation de biens de même nature (1).**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE BROQUEVILLE.

MESSIEURS,

Le projet de loi, au sujet duquel nous avons l'honneur de vous faire rapport, a rencontré un accueil favorable dans toutes les sections.

La première section l'a admis par trois voix contre une et une abstention.

La seconde par sept voix et une abstention;

La troisième par une voix et une abstention;

La quatrième à l'unanimité;

La cinquième par quatre voix contre une;

La sixième à l'unanimité.

Une seule observation d'ordre général a été présentée : un membre voudrait voir le Gouvernement se préoccuper du côté artistique et pratique de l'architecture des villas en général, et tout particulièrement des villas destinées aux classes les moins aisées.

Il a paru à la Section centrale que cette observation, inspirée sans aucun doute par un excellent sentiment, n'a cependant qu'une connexité très contestable avec le projet de loi actuel sur les biens domaniaux.

(1) Projet de loi, n° 113.

Amendements, n° 131.

(2) La Section centrale, présidée par M. HEYNEN, était composée de MM. DE BROQUEVILLE, HENRY DELVAUX, VAN DE VENNE, DE THEUX DE MEYLANDT, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, VAN LIMBURG STIRUM.

Elle se borne donc à signaler le problème à l'attention de M. le Ministre des Beaux-Arts et, éventuellement, à celle de son Collègue de l'Industrie et du Travail.

Seules les conventions 11 et 13 ont donné lieu à des observations. Celles-ci ont déterminé votre Section centrale à adresser des questions au Gouvernement.

Nous avons l'honneur de vous communiquer le texte de ces questions et celui des réponses qui y ont été faites.

Vous jugerez par là du soin minutieux que nous avons apporté à examiner les conventions sous leurs divers aspects.

Première question.

Convention avec la société « Sanatoria populaires ».

« L'érection d'un sanatorium à proximité relative des centres populeux n'est-elle pas de nature à présenter des inconvénients au point de vue de l'hygiène? »

Réponse.

« Le terrain loué est situé dans la partie de la forêt de Soignes qui, à tous égards, se prête le mieux à la destination projetée. Il n'existe pas de centres bien populeux à proximité; les localités les plus rapprochées sont Waterloo et La Hulpe, qui se trouvent respectivement à 2 1/2 et 3 1/2 kilomètres.

» Dans ces conditions, et vu la circonstance signalée dans la réponse suivante, l'emplacement ne paraît présenter aucun inconvénient au point de vue de l'hygiène. »

2^e Question.

« N'y aura-t-il pas de préjudice causé aux propriétaires de terrains situés dans le voisinage? »

Réponse.

« Le sanatorium sera complètement entouré par la forêt. Les propriétés particulières les plus voisines en seront séparées par un rideau de plantations d'une profondeur de plus de 400 mètres.

3^e Question.

« Pourquoi l'État ne céderait-il pas de préférence un terrain à proximité des forêts domaniales faisant partie du massif des Ardennes? Cela existe dans les meilleures conditions à la Gleize. »

Réponse.

« La Société entend installer son premier établissement aux environs de Bruxelles. »

4^e Question.*Convention avec M. Parmentier.*

- « L'Administration a-t-elle procédé à une estimation :
» a) De la valeur des terrains cédés par l'État ;
» b) De la valeur des terrains acquis par l'État ?
» Dans l'affirmative, quel a été le résultat de ces estimations ? »

Réponse.

« Les terrains aliénés par l'État ont été estimés, en fonds et superficie, à 217,367 francs; la propriété cédée au Domaine a été acquise par M. Parmentier au prix de 222,662 francs, frais compris, suivant acte passé devant M^e Taymans, notaire, à Bruxelles, le 6 novembre 1902. »

5^e Question.

« L'Administration forestière a-t-elle été consultée sur la convention en général, et, dans l'affirmative, quelle est son opinion ? »

Réponse.

« Les conditions du contrat ont été, comme d'usage, fixées de commun accord entre l'Administration des Domaines et celle des Eaux et Forêts. »

6^e Question.

« Les terrains acquis seront-ils boisés et quelle est leur valeur au point de vue du boisement ? »

Réponse.

« Les terrains seront boisés, du moins en grande partie; le sol se prête parfaitement à la culture forestière, et il est désirable d'établir des plantations en cet endroit dans le but de réunir la forêt de Soignes au parc de Tervuren. »

7^e Question.

« Le Conseil supérieur des forêts a-t-il été invité à formuler son avis ? »

Réponse.

« Le Conseil supérieur des forêts n'est pas appelé à émettre son avis au sujet des achats ou des aliénations qui intéressent le domaine forestier; ses attributions comportent l'examen de questions d'un ordre plus général. »

8° Question.

« N'y a-t-il pas lieu d'empêcher le dérolement de la partie complètement aliénée, au delà de ce qui est strictement nécessaire pour la construction des villas et la formation de jardins y attenants? »

Réponse.

« Il n'est pas possible d'imposer une pareille restriction de la propriété à un acquéreur qui fournit la contre-valeur de ce qui lui est cédé.

» Tout le terrain sera occupé par les villas, leurs jardins et les voies d'accès; mais il est certain que les constructeurs ne manqueront pas de conserver dans leurs jardins tous les arbres dont l'abatage ne sera pas absolument indispensable, de manière qu'en fait une bonne partie de l'emplacement restera boisée. »

9° Question.

« L'aliénation n'est-elle pas de nature à nuire à l'aspect de cette partie de la forêt? »

Réponse.

« Ainsi qu'on l'a signalé dans l'Exposé des motifs, le bloc aliéné ne fait plus véritablement partie de la forêt; la création d'un quartier de villas, tel qu'il est projeté, ne pourra qu'embellir l'aspect des sites environnants. »

10° Question.

« Pourquoi l'État cède-t-il en bloc, au lieu de faire le lotissement lui-même? »

Réponse.

« Un particulier est mieux à même que l'État de réaliser rapidement le projet d'ensemble, qui comporte non seulement la création d'un quartier de villas, mais aussi l'établissement d'un hôtel indispensable pour faire de Groenendael un centre de villégiature. »

11° Question.

« Certains membres ayant exprimé la crainte de voir diminuer l'importance de la forêt de Soignes, la Section centrale désirerait savoir si cette crainte est fondée. »

Réponse.

« Ainsi que peut le constater la Section centrale, les contrats soumis à l'approbation de la Législature n'auront point pour conséquence d'amoindrir la forêt de Soignes, bien au contraire.

» Le Gouvernement n'aurait pas admis des propositions qui auraient eu pour effet de réduire l'étendue de la forêt.

» L'année dernière, il a augmenté la contenance de ce domaine par l'acquisition de 5 hectares 42 ares, boisés en grande partie et sis à Groenendael.

» La forêt sera encore augmentée notablement par suite de la donation royale, laquelle comprend :

» 1^o La moitié indivise de 307 hectares 12 ares 43 centiares de bois et plantations connus sous le nom de « Bois des Capucins ».

» 2^o Le domaine de Ravenstein, d'une contenance de 43 hectares 3 ares;

» 3^o Des terrains boisés et des drèves, tenant à ce domaine, contenant ensemble 32 hectares 8 ares 90 centiares. »

Si l'on rapproche ces réponses de l'Exposé des motifs et du texte, fort bien fait, des conventions elles-mêmes, on peut se convaincre, d'une part, que la Chambre a en mains tous les éléments de nature à éclairer sa religion, d'autre part, que les arrangements conclus sauvegardent les intérêts de l'État.

Celui-ci agit sagement en apportant, dans une mesure convenable, son concours à l'érection de sanatoria populaires, et l'on ne peut que le féliciter d'être entré dans cette voie, sous une forme qui semble parfaitement adéquate au but à atteindre. Les craintes exprimées au sujet des conditions d'hygiène et du préjudice éventuel à des tiers sont dissipées par les réponses faites à la Section centrale.

Dans l'ensemble, les conventions vont pouvoir consacrer un accroissement du domaine forestier de la banlieue bruxelloise. C'est un aspect heureux des arrangements conclus. Fatalement, la propriété bâtie dépasse les limites de jadis; elle franchit le cercle qui l'enserme et, par le fait même, la propriété boisée se voit l'objet de maints empiétements.

Il importe donc, en livrant un certain terrain à l'habitation, d'établir ailleurs une large compensation. C'est ce qui est fait. Convenait-il, en principe, d'aliéner une part de terrains domaniaux au profit de l'habitation? D'aucuns se le sont demandé.

Ce qu'ils redoutent surtout, c'est de voir enlever à une partie de la forêt son caractère esthétique de sauvagerie relative.

La Section centrale aurait peut-être partagé ce sentiment s'il avait été question de tailler « la part des villas » dans une partie retirée de la forêt. Mais, en réalité, il s'agit ici d'une bande peu importante, resserrée entre chemins de fer et routes, à proximité du centre habité, formé par les abords de la station de Groenendael. L'isolement sauvage et pittoresque n'existe plus là depuis longtemps. Comme on l'a vu, l'État a pris des dispositions pour conserver un cachet spécial aux constructions que l'on pourra édifier sur les terrains en question.

L'idée de créer en cet endroit un certain nombre de villas et un centre d'attractions ne date pas d'hier. Souvent le public s'est plaint de ne rien trouver à proximité du champ de courses.

Cette lacune va être comblée dans des conditions que nous croyons favorables à la généralité.

Le développement intense de l'agglomération bruxelloise doit avoir comme corollaire l'accroissement, dans un rayon plus éloigné que jadis, des

lieux de distractions saines et honnêtes. La création projetée répond à cette pensée dans une mesure et sous une forme qui nous paraît intelligente.

Lors de la discussion dans les sections, un membre a exprimé l'opinion que des projets de cette nature ont comme aboutissement fatal le bien-être et le plaisir des personnes riches, tandis qu'il eût voulu voir les efforts de l'État converger vers l'organisation de récréations et l'érection de villas au profit des familles non fortunées.

Ce désir est certainement louable en lui-même. Malheureusement, l'honorable membre n'a pas tenté d'esquisser un moyen pratique d'atteindre son desideratum.

S'il est bon d'organiser, de temps à autre, des fêtes officielles, il faut cependant reconnaître que l'organisation, par le pouvoir public, de distractions populaires ne manquerait pas de revêtir promptement un caractère de monotonie, voire même de rigidité, qui serait peu en harmonie avec les goûts des masses. Le harnais officiel ne semble guère cadrer avec le délassement tel qu'il a été envisagé jusqu'ici dans notre pays. En un mot, les plaisirs d'État n'ont point cette variété, cet entrain, si chers à nos mœurs.

Au surplus, ne serait-ce pas s'écarter absolument de la mission qui incombe à l'État et, par là même, s'engager dans une voie dangereuse que de confier aux pouvoirs publics l'initiative des récréations?

Quant à faire ériger directement par l'État, comme cela a été dit, des villas ouvrières, ce serait encore une fois attribuer à celui-ci un rôle qui ne lui revient à aucun titre et qu'il n'assume au profit de personne. Il est d'ailleurs peu vraisemblable que la villa phalanstère d'État, fût-elle même au milieu de la forêt de Soignes, soit très appréciée par la population ouvrière. L'État use avec raison de moyens autrement pratiques pour aider à développer l'habitation personnelle de l'ouvrier. Cette modalité-ci ne serait ni adéquate, ni admissible.

Enfin, la Section centrale ne peut admettre que les nombreuses et récentes conventions faites dans le même ordre d'idées que celles-ci, n'aient pas eu une large et heureuse répression sur les conditions d'existence des classes peu aisées.

Les deux grandes entreprises de ce genre ont été, au cours de ces dernières années, la mise en valeur des dunes domaniales et les travaux de pénétration et d'embellissement de la banlieue bruxelloise. Il serait vraiment puéril de nier que l'éclosion des installations balnéaires, tout le long du littoral, combinée avec les conditions toujours plus favorables de transport, ait permis à une foule de personnes peu aisées de se retremper à l'air vivifiant de la mer. Incalculable est le nombre d'ouvriers qui, chaque dimanche, bénéficient de l'admirable développement de nos plages.

Ce sont là des éléments de santé, des récréations saines et réconfortantes, qui naguère étaient l'apanage d'une élite seulement.

Quant à la banlieue de Bruxelles, sa transformation a été un inappréciable bienfait pour les classes peu aisées. Celui qui ne l'a pas parcourue jusque dans ses coins les plus reculés, peut difficilement se rendre compte de l'exode bourgeoise et ouvrière qui, tous les dimanches et jours fériés, se

produit vers les nouveaux centres de délassement et d'attraction. Ces éléments de joie et de santé, la population les doit précisément aux grandes initiatives prises par l'État et intelligemment mises en œuvre par les particuliers, telles que : avenues, routes, promenades, voies électriques, etc., entreprises qui, en suscitant partout des attractions nouvelles, ont mis des plaisirs et des promenades variées à la portée de tous.

Ces vastes travaux ont été conçus avec une largeur de vues, un esprit d'ensemble et une connaissance de l'esthétique que — par la force de l'habitude, sans doute — nous paraissions parfois ignorer, mais que l'étranger ne se lasse pas d'admirer.

Il plait à la Section centrale de rendre au passé un hommage mérité; elle y puise la confiance que le côté artistique des villas et des installations récréatives projetées fera l'objet d'une étude toute spéciale.

A la suite d'un examen fait sur place par son Rapporteur et de renseignements sûrs recueillis par lui, la Section centrale croit devoir appeler l'attention du Gouvernement sur l'opportunité qu'il pourrait y avoir à échanger les terrains actuellement acquis à Duysbourg, contre des terrains immédiatement contigus à la forêt, soit à Duysbourg, soit ailleurs.

Les terres actuelles ne touchent à celles-ci que par une bande étroite; elles présentent une grande valeur au point de vue agricole.

Les terrains longeant immédiatement la forêt sont d'une valeur beaucoup moindre, mais conviennent parfaitement pour le boisement. Ce sont généralement des terrains où existaient autrefois des bois de futaie.

Cet échange présenterait un quadruple avantage : 1° il n'y aurait pas comme aujourd'hui une bande étroite en culture entre deux parties de forêt, existante ou à créer; 2° à raison de la valeur respective des terrains, cela permettrait à l'État un reboisement plus étendu; 3° par l'échange conseillé, la continuité entre la forêt de Soignes et le parc de Tervueren serait mieux établie, ce qui, au point de vue des promeneurs, n'est pas sans importance; 4° l'agriculture locale a tout intérêt à voir boiser de préférence les parties avoisinant directement la forêt, et à conserver pour elle des terres plus riches et plus rapprochées du centre agricole de Duysbourg.

Toutefois, il est à remarquer que l'on ne pourrait sérieusement songer à enlever à Duysbourg, commune essentiellement agricole, une partie quelque peu importante des terres arables. Il conviendrait donc de chercher à faire porter la majeure partie des échanges sur des terrains limitrophes de la forêt, mais situées dans une autre zone. Sans doute, ces échanges ne peuvent se faire qu'après le vote de la loi qui mettra l'État en possession des terres à offrir en échange; mais, une fois la loi votée, il y aurait lieu, croyons-nous, de chercher à réaliser ce programme.

En terminant ce rapport, nous estimons opportun de constater que, si des conventions de cette nature sont directement favorables aux intérêts du Trésor, elles ne les favorisent pas moins d'une façon indirecte. Nous avons pu en juger par le résultat des grandes entreprises rappelées plus haut et par ceux de bien d'autres encore. Elles contribuent également à l'amélioration progressive des conditions générales d'hygiène et de santé.

Pour tous ces motifs, votre Section centrale a l'honneur de vous recommander le vote du projet de loi.

Quant aux amendements, elle les a admis par six voix et une abstention.

Il en a été de même de l'ensemble du projet de loi.

Le Rapporteur,
B^{on} CH. DE BROCCQUEVILLE.

Le Président,
HEYNEN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MEI 1904.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van verschillende overeenkomsten in zake van onroerende domeingoederen en tot machtiging om goederen van denzelfden aard te vervreemden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE BROQUEVILLE.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet, waarover wij de eer hebben verslag uit te brengen, werd in al de afdeelingen gunstig onthaald.

De eerste afdeeling keurde het goed met drie stemmen tegen ééne en ééne onthouding;

De tweede met zeven stemmen en ééne onthouding;

De derde met ééne stem en ééne onthouding;

De vierde eenparig;

De vijfde met vier stemmen tegen ééne;

De zesde eenparig.

Eene enkele opmerking van algemeenen aard werd gemaakt : een lid zou willen dat de Regeering meer dacht aan den kunstrijken en practischen bouwtrant van villa's over 't algemeen, van die voor de minst gegoede standen in 't bijzonder.

De Middenafdeeling was van oordeel, dat zoo deze opmerking ongetwijfeld uitging van een uitmuntend gevoelen, haar verband tot het aanhangig ontwerp in zake van domeingoederen zeer vatbaar is vóór betwisting.

(1) Wetsontwerp, n^o 113.

Amendementen, n^o 131.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HEYNEN, bestond uit de heeren DE BROQUEVILLE, HENRY DELVAUX, VAN DE VENNE, DE THEUX DE MEYLANDT, DE GHELLINCK D'ELSE-GEEN, VAN LIMBURG STIRUM.

Derhalve vestigt zij de aandacht van den heer Minister van Schoone Kunsten en desnoods die van zijn Collega van Nijverheid en Handel op die zaak.

Alleen rakende de overeenkomsten 11 en 13 werden opmerkingen gemaakt, ten gevolge waarvan uwe Middenafdeeling vragen stelde aan de Regeering.

Wij hebben de eer u den tekst van die vragen en de er op gegeven antwoorden mede te deelen.

Daaruit zult gij oordeelen over de groote zorg waarmede wij de overeenkomsten in ieder opzicht onderzochten.

Eerste vraag.

Overeenkomst met de maatschappij « Sanatoria populaires ».

« Kan een sanatorium, opgericht in betrekkelijke nabijheid van bevolkte wijken, geene bezwaren voor de gezondheid opleveren? »

Antwoord.

« De daartoe verpachte grond is gelegen in het Soniënbosch, dat in elk opzicht het meest past voor de beoogde bestemming. In de nabijheid zijn er geene veelbevolkte wijken; Waterloo en Ter Hulpen, de twee dichtst bijgelegen plaatsen, liggen op 2 $\frac{1}{2}$ en 3 $\frac{1}{2}$ kilometer afstand.

» Dus, en gezien de omstandigheid, vermeld in het antwoord op de volgende vraag, schijnt de plaats geen gevaar op te leveren voor de openbare gezondheid. »

2^e Vraag.

« Zou er geen nadeel worden toegebracht aan de eigenaars van naburige gronden? »

Antwoord.

« Het sanatorium zal volkomen omringd zijn met woud. De dichtst bijgelegen eigendommen zijn daarvan 400 meter gescheiden door boomgewas. »

3^e Vraag.

« Waarom zou de Staat niet bij voorkeur een grond afstaan in de nabijheid der domeinbosschen in het Ardennerwoud? Hij is in de beste voorwaarden te vinden te la Gleize. »

Antwoord.

« De Maatschappij wil haar eerste gesticht oprichten in de nabijheid van Brussel. »

4^e Vraag.*Overeenkomst met den heer Parmentier.*

- « Liet het Beheer schatten :
» a) De waarde der door den Staat afgestane gronden ;
» b) De waarde der door den Staat aangekochte gronden ?
» Zoo ja, hoeveel bedroeg die schatting? »

Antwoord.

« De door den Staat vervreemde gronden werden geraamd aan inhoud en oppervlakte 217,367 frank; de aan het Domein afgestane eigendom werd aangekocht door den heer Parmentier, ten prijze van 222,662 frank, kosten inbegrepen, volgens akte, den 6ⁿ November 1902 verleden voor Mr Taymans, notaris te Brussel. »

5^e Vraag.

« Werd het Boschbeheer geraadpleegd aangaande de overeenkomst in haar geheel; zoo ja, wat denkt het er over? »

Antwoord.

« Zooals gewoonlijk, werden de voorwaarden der overeenkomst bepaald na afspraak tusschen het Beheer der Domeinen en die van Waters en Bosschen. »

6^e Vraag.

« Worden de aangekochte gronden beboscht, en welke waarde hebben zij voor bebossching? »

Antwoord.

« De gronden zijn grootendeels beboscht; de bodem is uiterst geschikt voor boschteelt, en 't ware wenschelijk aldaar te planten, ten einde het Sonienbosch te vereenigen met het Tervurenpark. »

7^e Vraag.

« Polste men dienaangaande den Hoogeren raad van 't boschwezen? »

Antwoord.

« De Hoogere raad van 't boschwezen brengt geen advies uit over aankoop of vervreemding ten behoeve van het boschdomein; hij onderzoekt vraagstukken van meer algemeenen aard. »

8^e Vraag.

« Behoort het uitroeien van het gansch vervreemd deel niet te worden geweerd, buiten wat volstrekt noodig is voor het bouwen van villa's en het aanleggen van belendende tuinen? »

Antwoord.

« Dergelijke beperking van eigendom kan onmogelijk worden opgelegd aan een kooper die de evenwaarde geeft van wat hem is afgestaan.

» De gansche grond wordt bezet met villa's, dezer tuinen en de toegangswegen; doch stellig zullen de koopers in hunne tuinen al de boomen behouden, die niet volstrekt moeten geveld worden, zoodat een groot deel der oppervlakte beboscht blijft. »

9^e Vraag.

« Zal die vervreemding het voorkomen van dit deel des wouds niet schaden? »

Antwoord.

« Zooals werd gezegd in de Memorie van toelichting, behoort het vervreemde blok eigenlijk niet tot het woud; de omliggende streken zullen verfraaien, zoodra daar de ontworpen wijk van villa's bestaat. »

10^e Vraag.

« Waarom laat de Staat gansch het blok over, in stede van zelf de loten in te deelen? »

Antwoord.

« Een bijzonder persoon kan beter dan de Staat het gezamenlijk ontwerp verwezenlijken, want hier geldt het niet enkel eene wijk met villa's te maken, maar ook een hotel te bouwen, dat onontbeerlijk is om Groenendaal tot een centrum van lustoorden te maken. »

11^e Vraag.

« Sommige leden vreezen dat het Soniënbosch in aanzien zal verminderen, en de Middenafdeeling verlangt te weten of die vrees gegrond is. »

Antwoord.

« De Middenafdeeling kan er zich van overtuigen dat de overeenkomsten, waarvoor goedkeuring aan de Wetgeving wordt gevraagd, het Soniënbosch niet verminderen, wel integendeel.

» De Regeering hadde niet ingestemd met voorstellen tot vermindering van de uitgestrektheid des wouds.

» Verleden jaar nam dat domein in omvang toe, door den aankoop van 5 hectaren 42 aren, grootendeels beboscht en gelegen te Groenendaal.

» Het bosch wordt daarenboven merklijk vergroot door 's Konings schenking, welke bevat :

» 1^o De onverdeelde helft van 307 hectaren 12 aren 43 centiaren bosch en beplantingen, gekend onder den naam « Kapucijnerbosch »;

» 2^o Het domein Ravenstein, inhoudende 43 hectaren 3 aren;

» 3^o De beboschte gronden en dreven, aan dat domein palende en bevattende te zamen 32 hectaren 8 aren 90 centiaren. »

Vergelijkt men deze antwoorden met de Memorie van toelichting en met den voortreffelijk opgestellten tekst der overeenkomsten zelve, dan geraakt men eenerzijds tot de overtuiging dat de Kamer beschikte over alle middelen om zich in te lichten, en anderzijds, dat de getroffen maatregelen Staats belang vrijwaren.

De Staat handelt verstandig, wanneer hij in behoorlijke mate medewerkt tot het oprichten van sanatoriums voor het volk, en men kan hem slechts prijzen, zoo hij het deed op eene wijze welke volkomen schijnt te passen voor het te bereiken doel. De vrees voor den gezondheidstoestand en voor mogelijke schade, aan derden toegebracht, verdwijnt door de antwoorden die de Middenafdeeling verwierf.

Over 't algemeen, zullen de overeenkomsten het boschdomein in de Brusselsche omstreken doen toenemen. Dat is eene heerlijke zijde van de overeenkomsten. Het bebouwd gedeelte moet noodwendig meer bedragen dan vroeger; het breekt zijnen gordel, en daardoor zelf wordt menigmaal inbreuk gemaakt op den beboschten eigendom.

Derhalve moet men, wordt zekere grond tot woningen bestemd, ergens ruime vergoeding vinden, en dat geschiedt dan ook. Sommigen stelden zich de vraag of het in beginsel raadzaam was een deel domeingronden te vervreemden om woningen te bouwen.

Zij vreesden vooral dat een deel des wouds zijn schoonheidskarakter, zijn betrekkelijk wild voorkomen zou verliezen.

Wellicht hadde de Middenafdeeling dit gevoelen gedeeld, ware 't zake geweest villa's te bouwen in eene afgezonderde streek des wouds. Doch hier geldt het eigenlijk eene onaanzienlijke strook, ingesloten tusschen spoorwegen en banen, nabij een bewoond centrum, in de omgeving van de statie Groenendaal. Sedert lang is dat geene woeste en schilderachtige eenzaamheid meer. Men ziet dat de Staat voorzorgen nam om de gebouwen op bedoelde gronden een bijzonder uiterlijk te geven.

't Is geen nieuw denkbeeld, aldaar sommige villa's te bouwen en er een aantrekkelijk centrum van te maken. Het publiek klaagde er vaak over dat er in de nabijheid van de vlakte voor wedrennen niets was te vinden.

Die leemte wordt aangevuld in, meenen wij, over 't algemeen gunstige voorwaarden.

Gezien de overgroote uitbreiding van den Brusselschen omvang, moeten, in een verderen kring dan vroeger, gezonde en fatsoenlijke uitspanningsoorden worden tot stand gebracht. En daaraan beantwoordt het ontwerp in eene mate en een vorm die ons verstandig toeschijnt.

In eene der afdeelingen uitte een lid het gevoelen dat dergelijke ontwerpen noodlottig uitloopen op 't welbevinden en genoegen van rijke lieden, en

hij zou gewild hebben dat de Staat er zich op toeleigde uitspanningen te verschaffen en villa's te doen bouwen ten behoeve van ongegoede familiën.

Voorwaar een loffelijke wensch op zichzelf! Ongelukkig duidde het achtbaar lid geen enkel practisch middel aan, om dien wensch te verwezenlijken.

Is het raadzaam nu en dan officieele feesten in te richten, toch moet men toegeven dat, wilden de openbare machten volksvermaken inrichten, deze aldra eentonig, zelfs stijf zouden worden, wat weinig in den smaak der massa valt. Een officieel harnas past kwalijk bij uitspanning, zooals men die in ons land begrijpt. Vermakelijkheden, door den Staat ingericht, verwekken niet die afwisseling, die opgetogenheid, welke ons zoo lief is.

Zou de Staat overigens niet volstrekt afwijken van zijne taak en een gevaarlijken weg betreden, moest hij door de openbare machten uitspanningen laten inrichten?

En den Staat zelf villa's voor werklieden laten bouwen, zooals werd gevraagd, dat ware dezen nogmaals eene taak toekennen, waarop hij volstrekt geene aanspraak heeft en waarmede hij zich niet inlaat tot iemands voordeel. Overigens zou heel waarschijnlijk de villa, gemeenschappelijk lustverblijf, door den Staat opgericht, weinig bijval bij de werkersbevolking vinden. Met reden gebruikt de Staat veel doelmatiger middelen om het oprichten van persoonlijke werkmanswoningen te bevorderen. De aanbevolen handelwijze ware dus zoo ongepast als onaanneemlijk.

Kortom, de Middenafdeeling kan niet toegeven dat de talrijke overeenkomsten, onlangs gesloten in denzelfden zin als deze, geen ruimen en goeden invloed hadden op de bestaansvoorwaarden van weinig gegoede standen.

In dien aard waren de twee groote ondernemingen dezer laatste jaren, het tot waarde maken van de domeinduin en de werken tot uitbreiding en versfraaiing van Brussel's omtrek. 't Zou waarlijk kinderachtig zijn, te ontkennen dat het ontstaan van badplaatsen aan de zee, gepaard met steeds gemakkelijkere vervoermiddelen, menigeen in de gelegenheid stelde verkloeking aan de levenverwekkende zeelucht te vragen. Tallooze arbeiders maken zich, iederen Zondag, de wonderbare uitbreiding van ons zeestrand ten nutte.

Dat zijn gezondheidsmiddelen, heilzame en versterkende uitspanningen, vroeger slechts in 't bereik van weinige uitverkorenen.

Ook de vervorming van Brussel's omtrek was eene onschatbare weldaad voor ongegoede standen. Hij die de omstreken niet tot in hunne verste uithoeken doorkruiste, begrijpt moeilijk waarom op zon- en feestdagen burgers en werklieden de nieuwe aantrekkelijke uitspanningsoorden bezoeken. Die vreugde- en gezondheidbarende middelen dankt het volk aan den ondernemingsgeest van den Staat, uitmuntend aangewend door bijzondere personen : lanen, wegen, wandelingen, electriche vervoermiddelen, enz., doen overal nieuwe aantrekkelijkheid ontstaan en stellen allerhande genoegens en wandelingen in ieders bereik.

Die grootsche werken werden opgevat in breeden zin, naar een gezamenlijk plan en met een schoonheidsbegrip dat wij — ongetwijfeld uit gewoonte — soms onopgemerkt laten, ofschoon een vreemdeling ze onverpoord bewondert.

Volgaarne brengt de Middenafdeeling eene welverdiende hulde aan het verleden; daarin put zij het vertrouwen dat de kunstwaarde der ontworpen villa's en uitspanningsinrichtingen gansch bijzonder bestudeerd zal worden.

Na onderzoek, ter plaatse gedaan door den Verslaggever, en ten gevolge van door hem ingewonnen stellige inlichtingen, denkt de Middenafdeeling de aandacht der Regeering te mogen vestigen op de vraag of het niet raadzaam ware de thans te Duisburg aangekochte gronden te ruilen tegen onmiddellijk aan het woud palende, te Duisburg of elders.

Thans raken die gronden het woud slechts door eene enge strook; voor den landbouw hebben zij eene groote waarde.

De gronden die aan het woud palen, hebben er veel minder, doch passen uitmuntend voor bebossching. Vroeger bestond daar meerendeels hoogstammig gewas.

Die ruiling zou een viervoudig voordeel opleveren : 1^o tusschen twee gedeelten van het bestaande of aan te leggen woud, zou niet langer eene smalle strook lands worden bewerkt; 2^o uit hoofde van de wederzijdsche waarde der gronden, zou de Staat verder kunnen bebosschen; 3^o door de aanbevolen ruiling zou het Soniënbosch nauwer vereenigd zijn met het Tervurenpark, wat voor wandelaars niet van belang is ontbloomt; 4^o de plaatselijke landbouw heeft er alle belang bij dat de stukken die vlak aan 't woud palen veeleer worden beboscht, en de betere landen, dicht bij de landbouwstreek Duisburg, voor deze worden behouden.

Toch valt er niet ernstig aan te denken om Duisburg, dat voornamelijk van landbouw leeft, een zelfs onaanzienlijk deel bouwland te ontnemen. Dus moet men trachten meerendeels gronden te ruilen die aan het woud palen, doch in eene andere streek liggen. Dit kan blijkbaar eerst dan geschieden, wanneer de Staat door de wet in 't bezit is gesteld van de in ruiling aan te bieden gronden; doch eenmaal de wet goedgekeurd, is er, dunkt ons, aan de uitvoering van dat plan te denken.

Aan 't einde van dit verslag, achten wij het raadzaam te doen uitschijnen dat, bevorderen dergelijke overeenkomsten rechtstreeks het belang der Schatkist, zij het evenzeer onrechtstreeks doen. Daarover konden wij oordeelen door den uitslag van de hierboven herinnerde groote ondernemingen en dien van nog veel andere. Ook verbeteren zij trapsgewijs den algemeenen gezondheidstoestand.

Om al deze redenen vraagt de Middenafdeeling dat gij het wetsontwerp zoudt goedkeuren.

De amendementen werden aangenomen met zes stemmen en ééne onthouding.

Zoomede het ontwerp in zijn geheel.

De Verslaggever,
Bou CH. DE BROQUEVILLE.

De Voorzitter,
HEYNEN.

